

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AFR 52/002/2009 (Public)

ÉFAI

4 mars 2009

## Somalie. Les civils paient le prix des combats intenses qui se déroulent à Mogadiscio

Amnesty International appelle les groupes d'opposition armés et les forces gouvernementales en Somalie à cesser toute attaque aveugle ou disproportionnée et à prendre toutes les précautions possibles pour éviter que des civils ne perdent la vie ou ne soient blessés. Les combats de la semaine dernière à Mogadiscio, la capitale somalienne, ont fait une quarantaine de morts et au moins 241 blessés, parmi lesquels au moins 70 femmes et enfants, mais le bilan pourrait être encore plus lourd.

Amnesty International s'inquiète également d'allégations qui ont été faites concernant l'usage, par la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), d'obus et d'artillerie lourde dans des zones densément peuplées de civils au cours des combats. Amnesty International appelle l'Union africaine à donner des instructions claires à ses soldats en Somalie concernant leurs règles d'engagement, qui doivent à tout moment respecter le droit international humanitaire.

Amnesty International appelle également la communauté internationale à faire pression sur toutes les parties au conflit pour qu'elles mettent fin à leurs attaques disproportionnées, menées sans discrimination et à exiger que toutes les précautions possibles soient prises pour éviter que des civils ne soient tués ou blessés. Tous ceux qui ordonnent ou mènent des attaques aveugles et disproportionnées doivent être tenus pour responsables de crimes de guerre. La communauté internationale doit mettre en place une commission internationale chargée d'enquêter sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire en Somalie.

La plupart des personnes tuées ou blessées dans les combats des 24 et 25 février ont été touchées par des explosions, des éclats d'obus ou des armes à feu. Selon les informations reçues par Amnesty International, toutes les forces engagées dans les combats de la semaine dernière, qu'il s'agisse des groupes d'opposition armés, des forces gouvernementales de police ou de l'AMISOM ont tiré au mortier et à la mitrailleuse lourde et ont lancé des grenades propulsées par fusée (RPG) dans des zones peuplées de civils.

Le matin du 24 février, un groupe armé a attaqué à la mitrailleuse et avec des grenades RPG un point de contrôle de la police du gouvernement fédéral de transition (TFG) à Taleh, dans le quartier de Hodan dans le sud de Mogadiscio. L'attaque a été revendiquée par le Hizb al Islamiya, une coalition récemment formée de groupes armés opposés au gouvernement fédéral de transition.

D'intenses combats ont suivi qui se sont propagés aux rues adjacentes à la base de l'AMISOM, dont les forces seraient venues aider les forces du gouvernement fédéral de transition. Des obus ont atterri dans des zones civiles proches, notamment dans les quartiers de Hodan, du marché de Bakara, de Hwalwadag et de Black Sea. Ahmed Saed Omar, assistant d'anglais de trente-huit ans, a été tué par des éclats d'obus tombés dans une rue du quartier de Hodan.

Les combats se sont poursuivis toute la journée et toute la soirée ; des obus de mortier ont été tirés sur le palais présidentiel. Les combats ont repris le 25 février ; des éclats d'obus sont tombés sur une école coranique à Tawfiq, dans le nord de Mogadiscio, tuant un enfant et en blessant sept autres. L'un des enfants blessés dans l'explosion serait mort de ses blessures à l'hôpital un peu plus tard. Des obus sont également

tombés sur des maisons dans le sud de Mogadiscio, tuant au moins trois personnes.

Si de nombreux civils ont fui Mogadiscio en raison du conflit depuis le début de l'année 2007, il reste malgré tout beaucoup de civils dans la ville. En outre, environ 40 000 déplacés seraient revenus dans la capitale depuis janvier 2009, selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dans l'espoir que le nouveau président nommé à la tête du gouvernement fédéral de transition, ancien opposant de ce même gouvernement, parvienne à améliorer la sécurité. Dans le quartier de Hodan où les combats ont commencé, environ 3 000 personnes étaient rentrées récemment, selon les estimations. À présent, des centaines, peut-être même des milliers de personnes ont à nouveau fui Hodan et Hawlwadag.

Les attaques indiscriminées par toutes les parties sont devenues habituelles dans le conflit somalien depuis début 2007.

Selon le droit international humanitaire, toutes les parties au conflit doivent prendre toutes les précautions possibles pour protéger les civils contre les effets des attaques. Mener de façon régulière des attaques dans des zones civiles densément peuplées, comme le font les groupes d'opposition armés, viole cette obligation.

Si le gouvernement fédéral de transition et les forces de l'Union africaine ont le droit de se défendre en cas d'attaque, les attaques menées sans discrimination, comme le pilonnage de quartiers entiers où vivent des civils sans qu'il y ait tentative d'identifier ou de cibler des objectifs militaires, sont illégales. Les tirs d'artillerie et au mortier visent des zones entières et ne permettent pas de cibler des objectifs au milieu de zones civiles densément peuplées.

### **Complément d'information**

La Somalie est la proie d'un conflit depuis la chute du gouvernement de Siyad Barré en 1991. Le conflit s'est intensifié et les exécutions illégales de civils se sont accrues après l'entrée en Somalie en 2006 de troupes éthiopiennes venues épauler le gouvernement fédéral de transition dans sa lutte contre des groupes d'opposition armés, dont certains sont issus de l'Union des tribunaux islamiques qui contrôlait la capitale Mogadiscio et d'autres régions du pays en 2006.

Les troupes éthiopiennes se sont retirées fin 2008 et Abdullahi Yusuf a démissionné de son poste de président du gouvernement fédéral de transition ; il a été remplacé par Sheikk Sharif Ahmed, alors chef de l'Alliance pour la re-libération de Somalie-Djibouti (ARS-Djibouti), un parti d'opposition. Le nouveau président du gouvernement fédéral de transition a nommé au poste de Premier ministre Omar Abdirashid Ali Sharmarke, qui a maintenant formé un nouveau gouvernement et vient de rejoindre la capitale.

Des groupes armés – y compris les milices al Shabab et Hizb al Islamiya, qui comprend une faction fidèle à l'ARS-Asmara, parti d'opposition, opposées aux pourparlers de paix entre le gouvernement fédéral de transition et l'ARS-Djibouti, ont fait serment depuis le retrait des forces éthiopiennes de s'en prendre à la petite mission de soutien de la paix de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Le 22 février, un attentat suicide, revendiqué par une faction al Shabab, a tué onze soldats burundais dans une base de l'Union africaine à Mogadiscio.

Une enquête interne serait menée actuellement sur les allégations selon lesquelles le 2 février, des soldats de l'AMISOM auraient ouvert le feu sans discrimination, faisant des blessés parmi les civils après que l'un de leurs véhicules eut été touché par une explosion sur la route de Maka al Mukarama à Mogadiscio.